

L'EX-MINISTRE DE L'INTÉRIEUR SOCIALISTE RE-CONNAÎT SES LIENS AVEC LES ATTENTATS DU G.A.L. EN PAYS BASQUE NORD...

Dans une interview, l'ex-ministre José Barrionuevo re-situe l'enlèvement dans son contexte et le justifie. Quatre policiers espagnols s'étaient fait arrêter en 1983 par la police française pour une tentative ratée d'enlèvement du réfugié politique basque Larretxea Goñi. Peu de temps après, nouvel échec avec l'enlèvement de Secundo Marey à Hendaye. José Barrionuevo veille à se donner le beau rôle, en disant: «*Nous sommes les gardiens de l'ordre et nous ne pouvons pas causer un désordre*» supplémentaire. Donc ordre ministériel fut donné de libérer Marey.

José Barrionuevo rapporte au passage la mollesse des protestations de son homologue français Pierre Joxe, face aux meurtres du G.A.L. émanant visiblement des autorités espagnoles. Lors d'une visite officielle, Pierre Joxe - qui lui aussi se donne aujourd'hui le beau rôle à Aiete - «*n'accuse clairement de rien*» l'État espagnol et se borne à des «*insinuations*».

Indics infiltrés

Info ou intox, José Barrionuevo évoque dans son interview deux individus infiltrés dans le mouvement basque par les soins du colonel Enrique Rodriguez Galindo. Le premier, en *Iparalde* (1), évoluait dans des «*groupes homosexuels*» et n'était autre qu'un sergent de la *Guardia civil*. Le second, drivé par le commissaire Amedo, faisait partie de la direction de *Herri Batasuna*.

Ces déclarations de José Barrionuevo ont eu un grand retentissement en Pays basque. La gauche *abertzale* (2) a évidemment réagi par la voix d'Arnaldo Otegi et du député *EHBildu* (3) Jon Iñarratu. Beatriz Arto-lazabal, ministre de la Justice, de l'Égalité et des Politiques sociales au sein du gouvernement autonome, est scandalisée par les «*confessions*» de José Barrionuevo qui «*justifie le terrorisme d'État*». L'interview d'un homme d'État, grand dirigeant socialiste, titulaire d'un ministère régalien de 1982 à 1988, chargé de mettre en œuvre le plan Z.E.N. (4) en 1983, prend un singulier relief quelques jours après la disparition de Laura Martin, le 15 octobre dernier. Celle-ci n'est autre que la veuve de Juan Carlos Garcia Goena, un jeune insoumis basque réfugié à Hendaye, dernière victime du G.A.L., assassiné en juillet 1987.

En revanche, l'indifférence est quasi générale dans l'opinion publique espagnole. Masque-t-elle une approbation tacite?

José Barrionuevo fut condamné en 1998 par la cour suprême à dix ans de prison et douze ans de privation de ses droits civiques pour l'enlèvement de Secundo Marey et détournement de fonds publics. Par le jeu des remises de peines et avec l'aide de Mariano Rajoy, alors ministre de l'Intérieur au gouvernement

(1) *Iparalde*: en basque «*Côté nord*» soit le Pays basque français.

(2) *Gauche abertzale*: la gauche patriote. Union entre partis, syndicats et organisations souhaitant un État basque indépendant et socialiste.

(3) *EHBildu*: coalition politique basque

(4) Plan Z.E.N. (Zona Especial Norte): vaste plan mis au point pour lutter contre les velléités basques. Ce plan obéit à une logique de guerre comprenant occupation militarisée intensive du Pays basque, opérations de ratissage de grande envergure, déploiement d'une «*propagande noire indispensable pour délégitimer le mouvement indépendantiste basque aux yeux de la population*» et... création des *Groupes de libération antiterroriste* (G.A.L.) qui iront sévir en France. Incarcérations en Espagne, liquidations en France...

P.P. (5), il n'est resté que trois mois en prison. Puis il a bénéficié d'une mesure de grâce. Elle lui a permis de retrouver son emploi d'inspecteur au Ministère du Travail jusqu'à sa retraite. Aujourd'hui âgé de 80 ans, il coule des jours heureux. Berja, sa ville natale dans la province d'Almeria, a décidé de l'honorer, une avenue porte son nom.

Rafael Vera

Le bras droit et l'exécuteur des basses œuvres de José Barrionuevo durant toutes les années du G.A.L. fut le secrétaire d'État à la Sécurité, Rafael Vera. Membre, lui aussi, du P.S.O.E., il occupa ce poste-clef de 1982 à 1994, avec une interruption de deux ans seulement. Il fut condamné pour l'enlèvement de Secundo Marey à la même peine que son supérieur hiérarchique, José Barrionuevo. De dix ans de prison, son incarcération se limita à trois mois, par le biais entre autres d'une mesure de grâce accordée par Aznar. Le chef du gouvernement P.P. avait été sollicité dans ce but par les socialistes. Sur l'autel de la raison d'État et de la lutte contre la rébellion basque, la droite et la gauche espagnoles s'entendent facilement.

Rafael Vera a lui aussi justifié le G.A.L. En mars 2015 sur *T.V.E.*, il déclarait que «*la guerre sale a joué son rôle*» et «*a eu quelque utilité*» pour obtenir la collaboration française dans la lutte contre E.T.A. Âgé de 77 ans et à la tête d'une grosse fortune, il goûte aujourd'hui une vie paisible entre Madrid et un de ses nombreux domaines agricoles.

Les deux dirigeants politiques espagnols n'ont pas respecté le fameux conseil du général José Saenz de Santamaria, cheville ouvrière de la lutte contre E.T.A.: «*Dans la lutte antiterroriste, il y a des choses que l'on ne doit pas faire. Si on les fait, il ne faut pas le dire. Si ça se dit, il faut tout nier*» (*El Pais* du 24 février 1995). C'est dire combien en Espagne, immense est l'impunité dont jouissent Barrionuevo et Vera, combien ils sont soutenus par l'opinion publique de leur pays.

En Pays basque, on attend toujours que la loi s'applique de la même façon en faveur de nos *gudaris* (6) encore prisonniers de guerre, qu'ils bénéficient de telles remises de peines et des honneurs officiels. Plus de dix ans après la fin des hostilités, l'Espagne les garde toujours en otage... Il en va de la crédibilité du «*vivre ensemble*» si souvent mis en avant par certains. Nous n'en prenons pas le chemin. La fracture entre deux peuples devient gouffre.

On attend aussi que la future loi sur les secrets d'État permette de révéler enfin ce que fut l'histoire de l'affrontement des Basques avec l'Espagne et par exemple l'ampleur et la nature des moyens mis en œuvre par l'État. Les 5.667 Basques victimes, de 1964 à 2014, de tortures et de mauvais traitement officiellement répertoriés par E.H.U.-U.P.V. (7) aimeraient savoir. Mais gageons que certains ont déjà pris les devants, les archives officielles sur la guerre sale, et le reste, ont été expurgées, comme celles de l'Élysée par le député Michel Charasse, à la demande expresse de François Mitterrand.

Enbata.info

(5) P.P.: *Parti populaire* (en espagnol: *Partido Popular*). Parti politique libéral-conservateur espagnol.

(6) *Gudaris*: soldats (ou plutôt «*guerriers*») de E.T.A.

(7) UPV/EHU (officiellement: *Universidad del País Vasco / Euskal Herriko Unibertsitatea*) soit l'*Université du Pays basque*. Université publique de la communauté autonome basque.

(8) *Enbata* est un hebdomadaire politique basque paraissant depuis 1961 à Bayonne.